Les crédits

Ce budget réduit la taille du gouvernement. C'est important pour les Canadiennes. Elles ne veulent pas d'une bureaucratie trop lourde qui vienne nuire à l'exercice de leurs droits, comme le gouvernement le fait.

Ce sont-là les droits fondamentaux des femmes. Le droit à des programmes sociaux garantis par un budget qui renferme des mesures d'austérité, qui dénote un grand sens des responsabilités et qui respecte certains principes financiers essentiels. Ce budget accroît de beaucoup notre capacité de financer les programmes sociaux.

Il améliore le droit des femmes de travailler, de jouir d'un régime fiscal équitable et de logements décents grâce à un meilleur accès au marché de l'habitation, ainsi que d'avoir de l'aide, lorsqu'elles en ont besoin. Il vient soutenir le droit que nous avons tous, hommes et femmes, de ne pas être victimes de la lourdeur administrative.

Dans ce budget, on se rend compte qu'on ne peut régler les problèmes sociaux à coup de dollars. Surtout quand on n'a pas l'argent voulu, qu'on doit l'emprunter et le rembourser ensuite par l'entremise d'une augmentation d'impôts à l'avenir.

Il n'est pas dans l'intérêt des femmes que les gouvernements dépensent beaucoup et augmentent les impôts. Elles ne diffèrent pas des hommes à cet égard. Nous voulons tous profiter d'une baisse d'impôt et avoir davantage d'argent dans nos poches pour élever notre famille.

Permettez-moi de dire ceci en terminant. Je suis persuadé qu'un certain nombre de Canadiennes qui ont suivi ce débat le trouvent offensant.

L'opposition voudrait nous faire croire que toutes les Canadiennes sont pauvres et défavorisées ou victimes de la société, qu'elles n'ont pas d'esprit d'entreprise, qu'elles n'ont aucun intérêt dans l'économie, et qu'il faut les soutenir, les aider ainsi que leur consacrer davantage d'argent et de programmes.

Ce ne sont pas toutes les femmes qui sont des clientes des banques d'alimentation et qui sont prisonnières du cycle de la pauvreté. Beaucoup de femmes réussissent. Elles dirigent leur famille de façon tout à fait réfléchie. Elles occupent des postes de responsabilité dans les secteurs privé ou public. Beaucoup de femmes seraient insultées d'être regroupées avec les minorités visibles et les handicapés. Un grand nombre souhaitent que la Chambre sache qu'elles sont fières et autonomes, qu'elles

contribuent à l'essor de notre société et qu'elles appuient le budget de 1992.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, je voudrais simplement que l'orateur précédent explique pourquoi il juge que ce budget est favorable aux femmes. Je voudrais qu'il dise notamment comment ce budget aidera les femmes qui travaillent et leur facilitera un meilleur accès à un logement approprié.

Comment ce budget peut-il aider les femmes qui travaillent, alors qu'il propose d'enfoncer un dernier clou dans le cercueil du programme des garderies au Canada? Comment ce budget peut-il aider ces femmes, surtout quand le premier ministre a déclaré, en 1988 et bien souvent depuis, qu'il était essentiel d'avoir des garderies pour que les femmes puissent accéder au marché du travail?

Je suppose, en écoutant les observations qu'il vient de faire, qu'il n'est pas d'accord avec le premier ministre, qui soutient que les garderies sont importantes pour les femmes qui travaillent.

Comment la décision de ne pas avoir un programme de services de garderies peut bien aider les femmes qui sont sur le marché du travail? Comment le fait de ne pas tenir compte de la décision du Tribunal des droits de la personne, si jamais elle blâmait le gouvernement au sujet de l'équité salariale dans la fonction publique, pourrait-il aider les femmes qui travaillent?

Je ne vois pas du tout comment le budget peut favoriser les femmes qui sont sur le marché du travail. On déforme la réalité, quant à moi. C'est une opinion qui me semble très difficile à défendre, compte tenu des observations qui sont formulées par les femmes qui sont de ce côté-ci de la Chambre et par les membres de groupes de femmes de l'extérieur.

Quand on renie un engagement du gouvernement, qui consiste à ajouter chaque année 5 000 unités aux coopératives d'habitation, comment la décision finale qui consiste à éliminer les coopératives d'habitation peut-elle aider les femmes sur le marché du logement?

M. Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, le budget tente de s'attaquer à certains problèmes fondamentaux dans notre société, au lieu de gaspiller de l'argent pour régler certains problèmes sociaux en adoptant des solutions temporaires.

Le budget tente de trouver des solutions plus permanentes et plus viables à quelques-uns de nos problèmes sociaux. Pour ce qui est des garderies et de la décision qu'a prise le gouvernement de ne pas les financer, la réponse la plus simple et la plus efficace qu'on puisse